

# L'Orient LE JOUR

NOS LECTEURS ONT LA PAROLE

## L'Europe, le monde arabe et la société civile



PAR ALAIN CLERC, PRÉSIDENT DE LA FDMEA (FDMEA.ORG) MELHEM CHAOUL, SOCIOLOGUE

OLJ

14/12/2016

Un appel pour une nouvelle solidarité dans le monde méditerranéen et euro-arabe (voir [fdmea.org](http://fdmea.org)) a été lancé le 18 mai 2016 à l'Université de Genève, signé par une dizaine de personnalités politiques et soutenu par une quarantaine d'institutions académiques et de centres de recherche, les plus prestigieux d'Europe et du monde arabe. Il propose une reprise du dialogue euro-arabe sous une nouvelle forme, en impliquant au premier chef la société civile dans les deux espaces. Alain Clerc, de la Fondation pour la promotion du dialogue méditerranéen et euro-arabe (FDMEA), et Melhem Chaoul, observateur académique du Liban, expliquent le projet.

Peut-on dégager du sens de la juxtaposition de ces trois entités : l'Europe, le monde arabe et la société civile ?

A priori, la synthèse semble difficile. Pourtant, au-delà de la connaissance intuitive que nous avons de ces trois réalités, notre capacité à les relier devrait influencer profondément le devenir de l'Europe et du monde arabe. L'Europe demeure l'un des espaces politiques les plus riches de promesses. Et c'est à juste titre que l'on évoque un modèle européen, une forme de « vivre-ensemble » nulle part égalée. Mais l'Europe a perdu sa dynamique et, à l'instar de l'ensemble de ses composantes nationales, est dépourvue de vision, sans prise sur une globalisation désordonnée. La montée de leaders populistes en est l'une des conséquences les plus évidentes. Cette évolution est d'autant plus préoccupante que ces nouveaux acteurs n'ont d'autre vision que celle d'un retour sur l'illusion d'un passé mythifié. D'un temps où l'autre existait comme antagonique ou n'existait pas, où les frontières, comme les remparts d'un château fort, protégeaient des visées extérieures. Cette déchronologie est évidemment instillée par la peur, largement alimentée par les menaces supposées de l'immigration en provenance de pays du Sud, notamment arabes. Quant à ces derniers, en dépit des promesses des « printemps », ils restent, pour la plupart, régis depuis leur indépendance par une oligarchie qui ne veille qu'à pérenniser ses privilèges sans répondre aux attentes d'une nouvelle génération impatiente de participer à la gestion des affaires publiques. Cette appropriation du pouvoir par divers clans familiaux, confessionnels ou ethno-culturels a contribué à accroître les inégalités sociales et à marginaliser ces pays dans l'économie mondiale. Pourtant, comme pour l'Europe, tous ces États n'ont d'avenir qu'en se propulsant sur la voie d'un autre développement. Pour eux également, les réformes politiques, économiques et sociales dépendent de leur disposition à s'ouvrir à une autre vision de leur futur dans leurs relations au monde et particulièrement dans leurs relations à l'Europe. Ce n'est qu'à cette condition que les sociétés arabes pourront entrevoir leur place dans la globalisation. Cet effort, les gouvernements européens et arabes, prisonniers du court terme, assujettis à une gestion en temps réel, plus réactifs que proactifs, n'en sont malheureusement plus capables. Leur collusion avec les élites économiques à l'origine de la croissance des inégalités sociales ne peut qu'accroître le malaise et distendre encore le peu de crédit qui leur est accordé par des électeurs de plus en plus désabusés. Il faut chercher des solutions ailleurs. En particulier du côté de la société civile. C'est la seule alternative pour s'affranchir de la tutelle inhibitrice des États et sortir d'un immobilisme dévastateur. Ce sentiment est particulièrement fort dans les sociétés arabes où 75 % de la population a aujourd'hui moins de 35 ans et est impatiente de se libérer du poids de traditions oppressantes. Pourquoi dès lors ne pas tenter de réinventer des formes de démocratie qui leur donneraient un droit de revendiquer, un droit d'intervenir à côté des représentations formelles incarnées par les Parlements.

Ce défi concerne à la fois les pays arabes et l'Europe. Leurs devenirs sont étroitement imbriqués à travers leur mutuelle interdépendance. C'est dans ce contexte précisément qu'une contribution de la société civile a toute sa raison d'être. La société civile euro-arabe, indépendamment des différences qui la traversent, partage le même espoir, celui d'un devenir où le « vivre-ensemble » peut contribuer à améliorer son bien-être. Cette exigence qui n'est plus portée par les gouvernements, elle seule peut la revendiquer dans l'intérêt bien compris de tous les acteurs politiques concernés, y compris les gouvernements. Car pour ces derniers, leur maintien au pouvoir est désormais en jeu. Dans ce cadre, « l'appel pour une nouvelle solidarité dans le monde méditerranéen et euro-arabe » lancé le 18 mai 2016 à l'Université de Genève, signé par une dizaine de personnalités politiques et soutenu par une quarantaine d'institutions académiques et de centres de recherche, les plus prestigieux d'Europe et du monde arabe, nécessite d'être souligné. L'appel propose une large consultation de la société civile euro-arabe pour recenser toutes les aspirations, les revendications et les espoirs des populations concernées, à travers la rédaction d'un livre blanc. Les propositions contenues dans ce livre blanc – sur les enjeux qui concernent les populations euro-arabes –

serviront, dans un second temps, de fil conducteur à une vraie négociation intergouvernementale.

Cette option constitue aujourd'hui le seul espoir de dépasser tous les clivages, tous les obstacles pour instaurer un nouveau climat dans un dialogue euro-arabe en panne depuis les échecs du processus de Barcelone et de l'Union pour la Méditerranée. C'est aussi une opportunité pour rénover les instruments de la démocratie représentative et lui donner un second souffle. C'est aussi la dernière chance de consolider le « modèle européen » et de réduire les fondamentalismes de tout crin qui se nourrissent de la confrontation pour accroître leur emprise.

Et pour susciter ce nouveau dialogue euro-arabe, il ne serait pas sans intérêt que la Suisse apporte sa contribution au « partenariat académique » en lui donnant la possibilité de s'inspirer des vertus, si typiquement helvétiques, de dialogue et de compromis qui ont contribué à son succès. Ce serait une formidable contribution de ce pays dans une négociation essentielle pour l'avenir de l'Europe et du monde arabe. Mais cela ne pourra advenir qu'avec une forte volonté politique.

Et pour contribuer à ce nouveau dialogue euro-arabe, en attendant la constitution du gouvernement libanais, il est nécessaire que tous les acteurs libanais directement concernés par cette initiative, notamment les organisations non gouvernementales, les milieux académiques, culturels et financiers, les entreprises, les fondations d'utilité publique, se mobilisent pour en assurer le succès. La société civile libanaise, à travers ses connaissances des relations intercommunautaires, peut non seulement apporter une contribution majeure dans une négociation déterminante pour l'avenir de l'Europe et du monde arabe, mais elle peut démontrer que son engagement est incontournable si l'on veut que cette négociation aboutisse. Elle peut entraîner dans son sillage l'ensemble de la société civile arabe et devenir, à côté de la Suisse, qui accueille le secrétariat de cette initiative, le deuxième pôle de cette négociation. C'est peut-être, en ces temps d'incertitudes, la plus belle contribution que le Liban puisse apporter à la construction d'un nouveau partenariat euro-arabe de coopération et de sécurité qui n'a jamais été aussi essentiel.

Alain CLERC, Président de la FDMEA (fdmea.org)

Melhem CHAOUL, sociologue

[RETOUR À LA PAGE "NOS LECTEURS ONT LA PAROLE"](#)